

Juriste Assistant - affaires familiales - Tribunal judiciaire d'Orléans H/F

Ref : 2022-1045942

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

Direction des services
judiciaires - CA ORLEANS
Ministère de la Justice
Tribunal judiciaire d'Orléans

Localisation

ORLEANS

Domaine : Affaires juridiques

Date limite de candidature : 28/02/2023

Nature de l'emploi Emploi ouvert uniquement aux contractuels	Nature du contrat Non renseigné	Expérience souhaitée Confirmé
Rémunération <small>(fourchette indicative pour les contractuels)</small> Non renseigné	Catégorie Catégorie A (cadre)	Management Non
		Télétravail possible Non renseigné

Vos missions en quelques mots

Le juriste assistant assiste le magistrat dans les dossiers d'une particulière technicité tant sur le fond du droit que sur l'analyse juridique et la rédaction de projets de décisions.

Sur le fond du droit, et la cohérence de la motivation de la décision, il assure un travail de suivi et de coordination.

Il participe à la constitution concrète d'une véritable équipe autour du juge, en priorité dans des contentieux complexes et/ou dans les contentieux qui présentent des stocks importants, du fait d'une situation de retard ou de longs délais de traitement.

Il travaille en étroite collaboration avec les magistrats et les agents du greffe pour contribuer

à des analyses juridiques, des synthèses de dossiers, à la rédaction de projets de décisions, de notes ou de recherches.

Vos missions en quelques mots :

Le siège du tribunal judiciaire d'Orléans est composé de 27 magistrats, de 4 juristes assistants (dont le juriste assistant affecté à la deuxième chambre civile, les affaires familiales) et de 4 assistants de justice.

Tenu au secret professionnel, le juriste assistant contribue par son expertise à l'analyse juridique des dossiers techniques et/ou complexes, qui lui sont soumis par les juges aux affaires familiales.

Il participe à l'élaboration de notes, rapports, et tous documents écrits en assistance aux magistrats, sous leur direction et leur contrôle.

Il se voit confier les missions suivantes :

- Préparation de tous actes à la signature du magistrat
- Analyse de dossiers, recherches de jurisprudence et de doctrine
- Préparation des audiences : recherches juridiques, projets de réponses aux conclusions, synthèses

Profil recherché

Le juriste assistant devra disposer au moment de son recrutement :

- soit d'un doctorat en droit
- soit d'un diplôme sanctionnant une formation juridique Bac+5 avec une année d'expérience professionnelle dans le domaine juridique et que leur compétence qualifie particulièrement pour exercer ces fonctions (le temps passé comme assistant de justice pouvant être pris en compte) : travail en cabinet d'avocat, chargé TD à l'université, juriste d'entreprise...

- **Compétences spécifiques**

- Capacités rédactionnelles, esprit d'analyse et de synthèse,
- Connaissance du droit de la famille
- Connaissance de l'organisation judiciaire
- Connaissances en matière de liquidation de régime matrimonial et de succession appréciées

- **Savoir-faire**

- Maîtrise des logiciels de rédaction et des outils de recherche juridique
- Capacité à organiser son travail, définir des priorités et respecter des délais
- Sens du travail en équipe
- Capacité à rendre compte

- **Savoir-être**

- Disponibilité

- Discrétion
- Loyauté
- Probité

Niveau d'études minimum requis

Niveau

Niveau 8 Doctorat/diplômes équivalents

Spécialisation

Droit, sciences politiques

Éléments de candidature

Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

Personne à contacter

lea.descamps@justice.fr

A propos de l'offre

Informations complémentaires

Durée du contrat : 3 ans

Rémunération : entre 25 000€ à 30 000€ bruts annuels

Documents à transmettre : Pour postuler à cette offre, un CV et une lettre de motivation – adressée au président du tribunal judiciaire - doivent obligatoirement être envoyés à : lea.descamps@justice.fr , chargée de mission auprès des chefs de juridiction.

Statut du poste

Vacant à partir du 01/01/2023

Métier de référence

Consultante / Consultant juridique